



REPERES



DG Éducation et culture
Programme pour l'éducation et
la formation tout au long de la vie



PARTENARIAT ÉDUCATIF GRUNDTVIG 2009-2011

Notice - Grandes étapes de l'histoire européenne à partir de 1815

-1815, Congrès de Vienne : Nouvelle organisation de l'Europe.

En grande partie l'œuvre du prince de Metternich qui repousse comme dangereuses les idées libérales et nationales, le Congrès de Vienne restaure des monarchies dans tous les Etats conquis par la France lors des guerres de la Révolution française ou lors des guerres napoléoniennes.

Ces principaux thèmes sont évoqués par le congrès: la restauration et le retour à l'état politique de 1789 ; la légitimité (principe justifiant les revendications des Bourbons) et la solidarité des princes légitimes devant les mouvements révolutionnaires.

Cinq grandes puissances sont représentées par Metternich (Autriche), Castlereagh (Grande-Bretagne), Alexandre Ier et Nesselrode (Russie), Hardenberg et Guillaume de Humboldt (Prusse), Talleyrand (France).

En juin 1815 est signé le traité de Vienne. Il constitue un équilibre entre les cinq grandes puissances présentes à la table des négociations.

La France revient à ses frontières de 1791 et est surveillée par une ceinture de petits Etats (Royaume des Pays-Bas et Royaume de Piémont-Sardaigne agrandi de la Savoie)
La Grande-Bretagne et Hanovre ont le même souverain. Malte, Ceylan, Le Cap demeurent anglaises. En fait, les Anglais sont les véritables vainqueurs des négociations.

La Russie reçoit la « Pologne du Congrès » avec ses propres institutions.



L'Autriche renonce aux Pays-Bas autrichiens (Belgique) mais s'agrandit en Galicie, en Italie du Nord et en Dalmatie. Elle exerce sur l'Italie une sorte de primauté politique. Elle ne fait plus partie de l'Allemagne mais revendique la direction de la confédération germanique.

La Prusse se contente du partage de la Saxe et se dédommage avec la Westphalie et les provinces rhénanes. Elle est séparée en deux parties socialement, économiquement et confessionnellement distinctes. Elle assume le rôle de « garde du Rhin » contre la France et s'agrandit à l'intérieur de l'Allemagne.

La Suisse voit sa « neutralité perpétuelle » garantie.

-1830, soulèvements libéraux et nationaux en Europe.

Les courants politiques, nés de la Révolution française, tels que le libéralisme et le nationalisme progressent.

La révolution de Juillet inaugure l'époque de la prédominance bourgeoise dans les monarchies constitutionnelles de l'Europe occidentale.

En Europe centrale et méridionale, des mouvements nationaux et libéraux connaissent un véritable essor.

En France, lors de la révolution de Juillet, les barricades dans Paris obligent Charles X à fuir en Angleterre. Il est chassé au profit de Louis-Philippe et une monarchie parlementaire est instaurée.

En Belgique, une insurrection a lieu à Bruxelles après des pétitions sans résultat. La ville d'Anvers est bombardée. Un gouvernement provisoire et un congrès national proclament l'indépendance de la Belgique en novembre.

La Grèce obtient son indépendance également.

En Italie, en 1831, une vague de révoltes se répandent à Modène, Parme, en Romagne mais l'aide française espérée ne vient pas. La révolution nationale se développe et se solde par la recherche d'une solution unitaire tenant compte des dynasties régnantes.

En Pologne, en 1830-1831, une insurrection gagne Varsovie. Les Polonais se soulèvent sans succès contre l'Empire Russe. En 1832, la Pologne devient une province russe.



En Autriche et Hongrie, c'est une révolution à la fois nationale et sociale qui voit le jour mettant fin au régime seigneurial.

-1848 : Le « Printemps des Peuples », poussée de libéralisme contre le système de Metternich.

En 1848, fleurissent des révolutions à travers l'Europe, généralement réprimées mais leurs conséquences sont souvent importantes. Elles portent notamment en elles les germes d'une nouvelle révolution voire de l'achèvement de l'unité d'un pays. Comme en Allemagne, la révolution échoue en 1849 mais porte en elle les germes de l'unification de 1871.

En Italie, dans la péninsule encore morcelée, les révoltes éclatent à Palerme, Naples, en Toscane, dans les Etats pontificaux et à Milan notamment.

Divers souverains accordent des constitutions. Si l'ordre est ramené presque partout grâce aux interventions française et autrichienne : c'est le début de l'unification du pays par le Royaume de Piémont-Sardaigne.

En France, le peuple de Paris se soulève les 23, 24 et 25 février et renverse Louis-Philippe. Les journées de juin qui suivent voient les conquêtes sociales largement remises en cause par le nouveau gouvernement bourgeois. La 2nde République se termine par le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851 et la royauté est définitivement abolie.

En Autriche, des émeutes éclatent en mars à Vienne. La Bohême est soumise dès le mois de juin et la capitale en octobre. L'Empereur Ferdinand abdique en faveur de son neveu François-Joseph. La faiblesse momentanée de l'Autriche encourage les révolutions hongroise et allemande.

En Hongrie, le régime féodal est aboli par la Diète. L'indépendance est proclamée en avril 1849 mais la révolte est écrasée en août de la même année par l'Autriche aidée de la Russie.

En Allemagne, des émeutes éclatent à Berlin. Frédéric-Guillaume IV de Prusse refuse la couronne impériale que lui offre le Parlement de Francfort et, suite aux pressions de l'Autriche, la situation antérieure est rétablie en novembre 1850.



-1870-1871 : Guerre franco-prussienne, campagne victorieuse contre France et annexion de l'Alsace-Lorraine.

Causes : La France craint une hégémonie allemande. Bismarck souhaite renforcer l'unité avec les Etats de Allemagne du sud dans une grande épreuve nationale et dans le contexte du succès écrasant des Prussiens à Sadowa en 1866 face à l'Autriche. L'unification de Allemagne doit se faire par et autour de la Prusse pour les partisans de la « Petite Allemagne » sans l'Autriche.

Prétexte : Le prétexte au conflit est la candidature au trône espagnol d'un prince de Hohenzollern, qui envenime les relations franco-allemande et la « dépêche d'Ems » est l'élément déclencheur. La Déclaration de guerre de la France à la Prusse se fait le 19 juillet 1870. Bismarck s'est préalablement assuré de la neutralité de l'Angleterre.

L'Offensive des troupes allemandes de Moltke est victorieuse. La partie de l'armée française qui a échappé à encerclement dans Metz prend la direction du Nord.

Mais, le 1^{er} septembre 1870, lors de la bataille de Sedan, Mac-Mahon capitule et Napoléon III est fait prisonnier.

A l'initiative de Gambetta, le 4 septembre 1870, la République est proclamée et un gouvernement de défense nationale est constitué.

En septembre, débute aussi le siège de Paris. Gambetta s'échappe en ballon et organise la guerre populaire avec des « Francs-tireurs ». Les armées Faidherbe au Nord et de Chanzy à Ouest connaissent des échecs.

Paris capitule en janvier 1871.

En février 1871, l'Assemblée nationale de Bordeaux élit Thiers « chef de l'exécutif » et les préliminaires de paix de Versailles commencent le 26 février.

Le 10 mai est signé le traité de paix de Francfort. Ces conséquences sont la cession de l'Alsace-Lorraine au Reich (la France perd 20 % de son potentiel minier et sidérurgique).

Une indemnité de guerre de 5 milliards de francs or, ainsi que l'occupation pendant 3 ans du territoire français (6 départements du Nord et Belfort) sont décidés.



-1904-1905 : guerre russo-japonaise et retour de la Russie à une politique européenne.

Le conflit a pour objectif stratégique d'obtenir un accès permanent à l'océan pacifique.

L'issue est victorieuse pour les forces militaires japonaises.

Sur plan militaire, ce conflit préfigure les guerres du XXème siècle par sa durée (une année et demie), par les forces engagées et les pertes ainsi que par l'emploi des techniques les plus modernes de l'art de la guerre.

Il s'agit d'une opposition directe de deux impérialismes.

-1912 : 1^{ère} guerre balkanique, les quatre alliés (Grèce, Bulgarie, Monténégro, Serbie) déclarent la guerre à l'Empire ottoman.

Ce conflit voit de graves défaites ottomanes à Kirk Kilissé, Lüle Burgas et Andriopole (victoire de la Bulgarie), à Kumanovo (victoire de la Serbie).

Situation internationale : La Serbie encouragée par la Russie revendique un accès à l'Adriatique. L'Italie s'y oppose. L'Italie veut annexer l'Albanie et demande le renouvellement de la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie). La Grèce proteste contre l'occupation du Dodécanèse par l'Italie (1912).

L'Autriche-Hongrie s'oppose à toute augmentation de puissance serbe ou italienne et appuie la Bulgarie.

La Russie craint la pression de la Bulgarie sur la Serbie et la Turquie veut protéger son dernier Etat ami dans les Balkans et poursuivre sa politique des Détroits. L'Allemagne et l'Angleterre unissent leurs efforts pour obtenir à Londres une conférence des ambassadeurs.

En mai 1913, la signature du traité de Londres met fin au conflit. Ses principales conséquences sont la cession de tous les territoires ottomans à l'ouest de la ligne Enos-Midia et de toutes les îles de la mer Egée.

La Bulgarie, facteur principal de la victoire et qui surestime sa force, attaque la Serbie pour augmenter sa part.



-1914 : Début de la 1^{ère} guerre mondiale. Opposition de deux systèmes d'alliance (l'Allemagne alliée de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie contre la France alliée à la Russie et à la Grande-Bretagne : Triple Alliance / Triple Entente).

La crise de juillet 1914 provoque une course aux armements des grandes puissances enchevêtrées par des alliances. Le conflit se profile en suivant la chronologie suivante :

28 juin 1914 : Assassinat du prince héritier autrichien, l'archiduc François Ferdinand et de sa femme par un étudiant bosniaque, Princip, sur ordre d'une organisation secrète « la Main Noire ».

6/07 : Après s'être assurée de l'appui inconditionnel de l'Allemagne, l'Autriche envoie un ultimatum de 48h à la Serbie, le 23 juillet.

20-23/07 : La France assure la Russie de sa fidélité.

28/07 : Déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.

30/07 : Mobilisation générale russe.

31/07 : Mobilisation générale de l'Autriche-Hongrie.

1/08 : Mobilisation allemande et déclaration de guerre à la Russie.

3/08 : Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.

L'Empire ottoman signe un traité avec l'Allemagne dirigé contre la Russie. L'Italie par opposition à l'Autriche se place aux côtés des Alliés.

6/09/1916 : La Bulgarie conclut un traité d'amitié et d'alliance avec l'Allemagne.

27/08/1916 : La Roumanie déclare guerre à l'Autriche-Hongrie.

27/06/1917 : La Grèce entre en guerre aux côtés des Alliés.



-28 juin 1919 : Signature du traité de Versailles réglant le 1^{er} conflit mondial.

18 janvier: Début de la conférence de paix aux ministères français des affaires étrangères à Paris.

70 délégués de 27 nations siègent sous la présidence du Président français du Conseil Clémenceau sans que les puissances vaincues ne soient représentées.

Pendant les pourparlers des 4 grands (Wilson, Lloyd George, Clémenceau, Orlando), des difficultés apparaissent pour concilier les 14 points proclamés par Wilson avec les buts de guerre fixés par l'Entente dans les traités secrets.

7/5/19 : Remise des conditions de paix à la délégation allemande.

16/6/19 : Les alliés, par ultimatum, exigent la signature du traité presque sans modification.

28/6/19 : Signature du traité.

Contenu (440 articles) :

1^{ère} partie : Règlement de la société des Nations et administration des colonies allemandes par les « nations avancées » pour le compte de la SDN.

2^{ème} et 3^{ème} parties : Fixation de nouvelles frontières, l'Allemagne perd 1/7^{ème} de son territoire. Elle cède l'Alsace-Lorraine à la France. Elle perd aussi une partie de la Prusse orientale pour reconstituer la Pologne. Memel devient une ville libre.

Dantzig devient également ville libre. La constitution du couloir de Dantzig coupe l'Allemagne en deux.

Des plébiscites sont organisés à Eupen-Malmédy (à frontière belge), dans le Sleswig du Nord et en Haute Silésie. A Eupen-Malmédy et en Haute Silésie, ces plébiscites seront révisés au bénéfice de la Belgique et de la Pologne.

Il est fait interdiction à l'Allemagne et à l'Autriche de réaliser l'Anschluss.

4^{ème} et 5^{ème} parties : L'Allemagne renonce à ses droits sur ses colonies.

6^{ème} et 7^{ème} parties : Des décisions sont prises sur les prisonniers de guerre.



8^{ème} partie : Répartition, fixation des dommages de guerre (132 milliards de marks-or).

9^{ème}-14^{ème} parties : Articles sur finances.

-1919-1923 : Europe des traités de paix.

10 septembre 1919 : Signature du traité de St Germain en Laye avec l'Autriche qui doit céder des territoires (Tyrol du Sud jusqu'au Brenner, Trieste, Istrie et territoires en Dalmatie, Carinthie et en Carniole). Reconnaissance de l'indépendance de la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie.

21 novembre 1919 : Signature du traité de Neuilly avec la Bulgarie et cession à la Grèce des territoires côtiers de la Thrace.

4 juin 1919 : Signature du traité de Trianon avec la Hongrie. La Hongrie est traitée en vaincue : cession de la Slovaquie à la Tchécoslovaquie, du Banat à la Yougoslavie et à la Roumanie, de la Transylvanie à la Roumanie.

-10 août 1920 : Traité de Sèvres avec la Turquie.

Le parlement turc refuse de le ratifier.

Il a pour conséquence l'internationalisation des Détroits, la cession à la Grèce de la Thrace (avec Gallipoli), des Îles de la mer Egée et de Smyrne, à la France, de la Syrie et de la Cilicie, à l'Angleterre de l'Irak et de la Palestine. Elle assume également le protectorat de l'Arabie (royaume du Hedjaz). Le Dodécanèse et Rhodes redeviennent italiens. L'Arménie est indépendante. La Tripolitaine revient à l'Italie.

-Extermination de 6 millions de juifs et déportation de centaines de milliers d'opposants par l'Allemagne nazie pendant la seconde guerre mondiale.

Bilan de la déportation et de la répression :

Pour l'ensemble de l'Europe soumise à l'annexion ou à l'occupation de l'Allemagne nazie, nous ne disposons pas d'un bilan global précis du nombre des déportés qui ne relevaient pas de la « solution finale » : on avance les chiffres de **550 000 à 650 000**. En France, dans les années 1950-1960, l'enquête sur la déportation conduite par le Comité d'histoire de la 2e



guerre mondiale a dénombré 66 000 déportés « non raciaux », dont 1/3 seulement a survécu à la déportation. En 2004, le Livre-Mémorial, édité par La Fondation pour la mémoire de la déportation aboutit à un bilan sensiblement plus élevé : près de 86 000 « déportés de répression » (résistants, politiques, otages, Républicains espagnols), dont 40 % sont morts dans les prisons ou les camps nazis.

Parmi ces déportés :

-7 000 Républicains espagnols réfugiés en France et livrés aux nazis par le gouvernement de Vichy et 5 000 résistants déportés dans le cadre du décret « Nuit et Brouillard ».

Le bilan de la Shoah atteint environ **5 100 000 victimes** :

- Morts par suite de la « ghettoïsation » et des privations : 800 000
- Morts par exécutions en plein air par les *Einsatzgruppen* et autres fusillades : 1 300 000
- Morts dans les camps : 3 000 000 (dont environ 1 000 000 à Auschwitz)

Répartition géographique

- Europe Orientale : plus de 3 400 000 (dont 3 000 000 en Pologne)
- URSS : plus de 700 000
- Europe centrale et balkanique : environ 730 000
- Europe occidentale : environ 210 000

En France : au total, 76 000 Juifs ont été déportés vers les camps nazis, soit environ un quart de la population juive qui y résidait en 1940.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, bien qu'il soit difficile de l'évaluer exactement, on considère que 330 000 Juifs, approximativement, résidaient en France et que la moitié d'entre eux était étrangère.

2 500 déportés juifs seulement ont échappé à l'extermination.

Avec les 3 000 Juifs morts dans les camps français d'internement et le millier de Juifs exécutés ou fusillés comme otages, le bilan total avoisine les 80 000 victimes.

Le bilan du génocide des Tsiganes au total environ 250 000 victimes c'est-à-dire 1/3 de la population tsigane. En France : sur les 15 000 Tsiganes déportés, très peu ont survécu.



Au total, près de 162 000 déportés de répression ou de persécution, ont été acheminés depuis la France vers les camps de concentration et d'extermination nazis.

-12 février 1946-29 août 1949 : Guerre civile en Grèce.

C'est le 1^{er} exemple d'une insurrection communiste après la 2nde guerre mondiale provoquant l'intervention de soldats britanniques dans les rues d'Athènes.

1^{er} épisode méconnu de la guerre froide, la guerre civile grecque a fait plus de 100 000 morts entre 1946 et 1949. Ce conflit ouvre ainsi l'ère des affrontements Est/Ouest par peuples interposés. Les grecs en sortiront durablement traumatisés.

-Octobre-novembre 1956 : Crise de Suez.

Les Etats-Unis refusent de financer le barrage d'Assouan. Pour pouvoir financer elle-même le projet, l'Egypte, en juillet 1956, nationalise le canal de Suez contre le dédommagement des actionnaires (en majorité britanniques et français).

Après l'échec de trois conférences à Londres entre utilisateurs du canal, l'Inde et l'URSS approuvent la mesure égyptienne.

L'attaque israélienne, en octobre, et l'action militaire franco-britannique (occupation du canal pour obtenir des dommages et intérêts) sont condamnées par les Etats-Unis et l'ONU, en novembre. Les troupes se retirent sous la menace soviétique. Les troupes de l'ONU occupent alors la zone du Canal.

Conséquences : C'est une grave défaite de l'Occident et un gain de prestige soviétique.

L'URSS joue un rôle actif au Moyen-Orient notamment par une aide militaire et économique à l'Egypte (barrage d'Assouan).

Le conflit a opposé l'Egypte à l'alliance secrète (protocole de Sèvres) formée par l'Etat d'Israël, la France et le Royaume-Uni. Les nations européennes avaient des intérêts politiques, économiques et commerciaux dans la zone du Canal de Suez et Israël avait besoin de l'ouverture du canal pour assurer son transport maritime.



-1967-1974 : Dictature des Colonels en Grèce.

Dictature militaire, au pouvoir entre 1967 et 1974, elle a provoqué, entre autre, l'exil du roi Constantin II monté sur le trône en 1964. Cette dictature est issue de la prise du pouvoir par une junte d'officiers alors dominée par Papadopoulos.

La crise chypriote de 1974 est fatale au régime des colonels.

-1969, début de l'Ostpolitik.

La « politique vers l'Est », sert à désigner la nouvelle politique étrangère de Willy Brandt, chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, décidée le 28 octobre 1969. Elle conduit à l'abandon de la doctrine Hallstein, afin de mettre en place une politique de rapprochement et de détente entre l'Allemagne de l'Ouest, l'Union des républiques socialistes soviétiques et ses alliés du Pacte de Varsovie.

Elle est plus particulièrement théorisée et mise en place par le conseiller de Willy Brandt, Egon Bahr. Parfois mal vue par les autres membres de l'OTAN, qui craignent que la RFA ne s'éloigne du Pacte en menant une politique trop conciliante avec l'Union Soviétique et ses alliés du Pacte de Varsovie, l'*Ostpolitik* marque pourtant une évolution fondamentale dans l'élaboration d'un climat de rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Deux traités marquent les premières réalisations de l'Ostpolitik: l'un avec l'Union soviétique (traité de Moscou), signé le 12 août 1970, et un autre avec la République populaire de Pologne (traité de Varsovie), signé le 7 décembre 1970.

À l'époque de la signature, Brandt s'agenouille devant le monument dédié aux victimes du ghetto de Varsovie, image qui fit le tour du monde reconnaissant l'inviolabilité de la *ligne Oder-Neisse* en 1970, mais pas son caractère intangible. Les relations entre les deux Allemagne se normalisent : un traité quadripartite sur le statut de Berlin est signé le 3 septembre 1971. L'Union soviétique accepte de laisser passer les marchandises et les personnes se trouvant entre Berlin-Ouest et le territoire de la RFA. Le statu quo est scellé par la signature du traité fondamental à Berlin-Est le 21 décembre 1972 qui amène la RFA et la RDA à se reconnaître mutuellement. La RFA et la RDA deviennent ainsi l'année suivante en 1973 membres de l'Organisation des Nations unies. Cette même année, toujours dans le cadre de l'*Ostpolitik*, la RFA signe un traité avec la Tchécoslovaquie (traité de Prague).



L'enseignement, c'est d'abord le partage des connaissances, la transmission et l'échange de savoirs. La présente présentation peut être utilisée librement dans le cadre de formations scolaires et extra-scolaires non lucratives. Pensez libre et citez la source !

Avertissement : ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Ce document reflète uniquement les opinions de l'auteur. Les partenaires et la Commission ne sauraient être tenus responsables de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qui y sont contenues.



REPERES



PARTENARIAT ÉDUCATIF GRUNDTVIG 2009-2011

Avec le concours des Agences nationales :

